La ré-industrialisation de la France : enjeu électoral ou réelle volonté politique ? - 6 avril



ÉVÈNEMENTS PUBLIÉE LE 20/03/2012

Un débat organisé par les fédérations CFE-CGC Métallurgie, Chimie et Agroalimentaire

Les fédérations CFE-CGC Métallurgie, Chimie et Agroalimentaire s'emparent du débat électoral le 6 avril 2012 : elles invitent leurs militants à un colloque en présence des représentants des principaux candidats à l'élection présidentielle sur la question de la politique industrielle en France.

L'industrie française représente près de 3,7 millions d'emplois directs, elle a perdu plus de 100 000 emplois en 3 ans. Elle est touchée de plein fouet par une crise à la fois conjoncturelle et structurelle. Elle doit, dans le cadre de la mondialisation des échanges, faire face à une concurrence exacerbée par la montée en puissance de pays où les exigences sociales et environnementales sont moins élevées qu'au sein de l'Union européenne.

En ce sens, nous pouvons parler de véritable dumping social. A cela s'ajoute l'augmentation du coût des matières premières et de l'énergie. La croissance industrielle repose sur l'innovation qui implique des capitaux investis de plus en plus lourds et des temps longs. Même l'industrie agroalimentaire française, un des leaders mondiaux, subit de plus en plus les effets de la délocalisation de certaines productions et transformations de ses produits de base. Des grands noms de l'industrie, tels qu'Alcatel-Lucent, ArcelorMittal, Arkema, LyondelBasell, l'ensemble de la filière automobile et équipementière, Rio Tinto, Hutchinson, Sanofi, Merck Sharp and Dohme, Pfizer,la filière porcine… connaissent des difficultés ou se restructurent en France. Cela se traduit par d'importantes pertes d'emplois, des périodes plus ou moins longues et répétées de chômage partiel.

Ce sont pourtant ces fleurons de l'industrie qui concourent, par leurs exportations, à limiter le déficit de la balance commerciale. Si la situation de ces grandes entreprises est préoccupante, celle de leurs sous-traitants l'est encore plus. Les PME-PMI françaises, considérées comme le véritable moteur de la création d'emplois souffrent d'un manque de structuration, d'organisation, en comparaison à l'Allemagne qui dispose d'un tissu d'établissements de taille intermédiaire beaucoup plus développé. Pour mémoire, 90% des établissements comptent moins de 50 salariés dans la Métallurgie et moins de 100 dans la Chimie. Cette désindustrialisation de la France, amorcée il y a une trentaine d'années, outre la destruction d'emplois a entrainé une perte d'attractivité des métiers de l'industrie. La Conférence Nationale de l'Industrie, quant à elle, lancée en juillet 2010, avec ses comités stratégiques de filières, les commissaires à la ré-industrialisation dans des régions particulièrement fragilisées, les pôles de compétitivité, le crédit impôt recherche, sont autant d'initiatives favorables à l'industrie française, mais elles restent insuffisantes.

Un emploi industriel génère entre 3 et 4 emplois indirects. Le soutien inconditionnel à l'industrie est donc vital pour structurer l'ensemble de l'économie de notre pays et permettre à la France de demeurer une grande puissance.

Sur toutes ces questions, les militants CFE-CGC attendent les propositions et les réponses des candidats.

***Condition d'inscription** : gratuit*

Programme et inscription : www.metallurgie-cfecgc.com

© - copyright CESE - Novembre 2026